

Réduire les dépenses militaires,

Investir dans les besoins humains

Nouveaux Droits de l'Homme (NDH-Cameroun), Membre du Conseil de **International Peace Bureau (IPB)** participe activement depuis son lancement à la Campagne **GCOMS** (Global Campaign on Military Spending) promu par **IPB** dans le cadre de la célébration de la journée internationale des dépenses militaires (GDAMS en anglais) (Global Day of Action on Military Spending) dont les activités sont planifiées du 18 au 28 avril 2017 dans le Monde.

La Campagne sur les dépenses militaires est une campagne internationale lancée par le Bureau International pour la Paix (IPB) en décembre 2014. Le but de la campagne est d'amener les gouvernements à investir plus dans les secteurs tels la santé, l'éducation, l'emploi, bref de renforcer les Investissements dans les besoins humains -les droits de l'homme que dans les besoins militaires. La Campagne intègre la Journée globale d'action sur les dépenses militaires (GDAMS en anglais) qui est maintenant à sa 7^e année.

Au Cameroun comme dans plusieurs pays africains, la situation est alarmante. La priorité que les gouvernements accordent aux dépenses militaires est révélatrice de la précarité, sinon de fragilité des Etats africains qui pourtant affichent des ambitions de croissance, de développement, de paix et de sécurité.

Si NDH-Cameroun tient à féliciter de manière mesurée l'Etat et l'armée camerounaise pour les efforts multiples exercés dans le cadre de la défense nationale et surtout dans le cadre de la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, il reste que « *réduire les dépenses militaires* » pour « *investir dans les besoins humains* » reste une priorité pour NDH-Cameroun et ses partenaires. Il est d'ailleurs aujourd'hui établi que l'une des causes de la réussite de Boko Haram dans les régions septentrionales du Cameroun est la précarité et surtout l'absence de réponses aux demandes de biens et services de première nécessité. Le Gouvernement lui-même semble avoir compris cette question en décidant de lancer un plan d'urgence de 300 milliards pour le Grand Nord. Or ce plan ne se retrouve pas dans le budget d'investissement public, créant ainsi des inquiétudes quant à la réelle volonté des autorités camerounaises.

En effet, en proie à des risques sécuritaires à l'Est du pays dues à l'instabilité de la République Centrafricaine, à des crises dans ses régions anglophones et à une agression militaire à l'Extrême-Nord venant du groupe terroriste Boko Haram, l'armée camerounaise est engagée dans plusieurs théâtres d'opérations.

¹ Global Campaign on Military Spending (GCOMS)

Les dépenses militaires du Cameroun assez révélatrices sont quittées de **118 milliards** francs CFA en **2005**, pour **175 Milliards** en **2010**, et jusqu'à **209 Milliards** de francs CFA en **2015**. Dans cette logique, la loi N°2016/018 du 14 décembre 2016 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2017 montre que le budget de la défense est la troisième plus grosse part du budget national avec **239 Milliards**; ceci loin devant l'éducation de base, la santé publique, l'eau et l'énergie, les sports et l'éducation physique, l'habitat et le développement, et surtout l'agriculture et le développement rural.

NDH-Cameroun rappelle que dans le cadre de son programme de développement « **vision 2035** », le Cameroun s'est fixé pour objectifs généraux de réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable, accéder au statut des pays à revenu intermédiaire, devenir un nouveau pays industrialisé, consolider le processus démocratique et renforcer l'unité nationale.

Mais comment atteindre ces objectifs si l'essentiel du budget est attribué à la sécurité militaire, aux dépenses militaires ? Comment donc garantir cette sécurité globale si les dépenses militaires sont de plus en plus croissantes au détriment des autres volets pourtant essentiels de la sécurité ?

NDH-Cameroun est convaincu qu'il est nécessaire de **réduire les dépenses militaires** et **investir cet argent dans les besoins humains** non seulement pour apporter des solutions aux problèmes sécuritaires militaires, mais encore pour améliorer les conditions de vie des populations.

Le fait est que la sécurité n'est plus essentiellement militaire.

- ⇒ La sécurité aujourd'hui est **politique** et concerne la stabilité institutionnelle des Etats et de leurs choix et orientations.
- ⇒ La sécurité est aussi **économique** c'est-à-dire liée à l'accès aux ressources, aux marchés et aux finances nécessaires pour maintenir de façon durable des niveaux acceptables de bien-être et de pouvoir étatique.
- ⇒ La sécurité est tout aussi **environnementale** et porte sur la sauvegarde de la biosphère locale.
- ⇒ **Au final la sécurité est surtout et avant tout humaine, car elle fait à la fois référence aux droits des citoyens à vivre dans un environnement propice à son épanouissement total ; un environnement où l'individu peut avoir une existence politique, sociale, religieuse et économique ; un environnement où l'individu est à l'abri de la violence organisée et de l'arbitraire ; un environnement où le citoyen jouit de ses droits et libertés fondamentaux. C'est cette conception globale de la sécurité à laquelle adhère NDH-Cameroun et ses partenaires.**

Nouveaux Droit de l'Homme est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont la principale mission est de promouvoir, de défendre et d'étendre les droits de l'homme partout où ils sont bafoués. NDH s'occupe des différentes catégories de droits, aussi bien ceux contenus dans le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques et ceux protégés dans le Pacte International sur les Droits Economiques Sociaux et Culturels. NDH créée en 1977 et légalisée au Cameroun en 1997 sous le N° 032/RDDA/F35/BAPP, dispose aujourd'hui d'un statut consultatif auprès des Nations Unies.

Contacts : Tél 242 01 12 47 / Email ndhcam@yahoo.fr / www.ndhcam.org